

Erdogan en visite à Berlin

jeudi 1er juin 2006, par [Antoine Jacob](#)

Source : Le Monde, le 28/05/2006

BERLIN - Le premier ministre turc, **Recep Tayyip Erdogan**, a effectué vendredi 26 mai sa première visite à Berlin depuis l'arrivée au pouvoir en Allemagne de la chancelière chrétienne démocrate **Angela Merkel**, opposée à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne.

Cette visite s'est déroulée dans un climat troublé par plusieurs agressions à caractère raciste ces dernières semaines outre-Rhin, suscitant l'inquiétude des autorités à l'approche de la Coupe du monde de football.

Le premier ministre turc a déploré des actes commis « *spécialement à l'encontre des Turcs et des musulmans* ». Plusieurs personnes d'origine turque, dont un député du Parlement régional de Berlin, figurent en effet parmi les victimes de ces agressions.

Dans un entretien publié par le *Financial Times Deutschland*, avant sa visite, M. Erdogan avait également regretté que les efforts des immigrés turcs en vue de s'intégrer n'aient « *pas trouvé d'écho* » en Allemagne. La chancelière a tenté de le rassurer. « *La grande majorité des Allemands* », a-t-elle affirmé, reconnaissent que l'importante communauté turque installée outre-Rhin (près de 2,5 millions de personnes) joue un rôle positif dans l'économie et la société allemandes.

Plaidant pour la poursuite du processus d'intégration de la Turquie à l'Union européenne, M. Erdogan s'est efforcé de convaincre son hôte des progrès réalisés dans la modernisation du pays et des mentalités.

Il a tenté de rassurer sur le meurtre, le 17 mai, à Ankara d'un juge du Conseil d'Etat turc. Il a affirmé que l'agresseur n'était pas un extrémiste musulman, comme il a été dit, mais un militant ultranationaliste qui voulait « *s'en prendre à la stabilité de la Turquie* ».

« *Je suis convaincu que l'Allemagne continuera à nous soutenir dans le futur* », a-t-il dit, alors qu'il n'ignore pas que Berlin figure parmi les plus sceptiques concernant l'intégration de son pays à l'Union. Pour M^{me} Merkel, l'ouverture des négociations d'adhésion avec Ankara ne lui donne aucune garantie d'appartenance pleine et entière à l'Union. « *Nous accompagnerons de manière critique les négociations d'adhésion, et nous veillerons que ce que tous les critères soient remplis* », a-t-elle insisté.

Berlin a accepté le lancement, en octobre 2005, de négociations avec Ankara, tout en insistant sur le fait qu'il s'agissait d'un « *processus dont l'issue reste ouverte, qui n'a rien d'automatique et dont le résultat ne peut être garanti à l'avance* ».